

## **Rapport d'activités 2012**

Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

## Table des matières

Rapport d'activités 2012 .....	1
Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission.....	3
L'enjeu de la Commission.....	3
Champ d'application de l'article 41 .....	3
La commission agit sur plainte, également appelée requête .....	3
Qui détient la saisine – qui peut solliciter la Commission .....	4
Composition de la Commission .....	5
Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2012 .....	6
Chapitre 2 : Etude des dossiers .....	6
Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis .....	6
Section 2 : Les activités commerciales.....	7
1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973. ....	7
2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ? .....	7
C42/41 : « Surfer en sécurité ».....	8
C42/43 : « L'apprentissage de la lecture » .....	8
C42/45: « Reportage de Presse ».....	9
Section 3 : les activités politiques .....	10
C42/42: « Propagande préélectorale » (calendriers) .....	10
C42/44: « Campagne par l'image ».....	10
C42/46: « Propagande à rebours » .....	11
C42/47: « Propagande: les masques ».....	11
Section 4 : La concurrence déloyale .....	12
Qu'est-ce que la concurrence déloyale ?.....	12
C42/38: « La salle de spectacle » .....	12
C42/39: « Transports scolaires » .....	13
Annexe I .....	14
Composition au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.....	14
Annexe II - texte des avis prononcés en 2012.....	16
Les activités commerciales.....	16
C42/41 : « Surfer en sécurité ».....	16
C42/45 : « Reportage de Presse».....	19
Les activités politiques .....	21
C42/42 – « Propagande préélectorale » (calendriers) .....	21
C42/44 : « Campagne par l'image ».....	22
C42/46 : « Propagande à rebours » .....	24
C42/47 – « Propagande préélectorale » (le concours des masques) .....	25
La concurrence déloyale.....	26
C42/38 : « La salle de spectacle » .....	26
C42/39 : « Transports scolaires » .....	28

## ***Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission***

Comme le prévoit l'article 42, §3, al.2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, « la Commission rend [son] rapport annuel d'activités qu'elle transmet[tra] au Gouvernement qui en informe[ra] le Parlement. » Le millésime 2012 en est la cinquième édition.

### **L'enjeu de la Commission**

Pour mémoire, il convient d'avoir à l'esprit l'enjeu de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 :

« Toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés.

Toute pratique déloyale est de même interdite dans la concurrence entre ces établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement. »

Afin d'assurer l'efficacité de cette disposition, le décret a voulu que « la Commission rend[e] des avis » et que « pour mener à bien ses missions, [elle] dispose d'un pouvoir d'enquête qui sera exercé notamment via les Services du Gouvernement et les Services généraux de l'inspection dans le respect des principes du débat contradictoire et des droits de la défense. » (Art. 42, §1er, alinéa 2)

« La Commission communique l'avis au Gouvernement qui statue<sup>1</sup>. » (Art. 43, §3, alinéa 2)

### **Champ d'application de l'article 41**

Le champ d'application – appelons-le « *rationae materiae* » - de l'article 41 recoupe trois domaines principaux :

- « Toute activité et propagande politique » ;
- « Toute activité commerciale » ;
- « Toute pratique déloyale [...] dans la concurrence entre [l]es établissements ».

### **La commission agit sur plainte, également appelée requête**

La requête est le document qui contient l'exposé de la plainte. La réglementation n'en fournit pas de définition formelle :

L'article 42. - § 1<sup>er</sup> de la loi du 29 mai 1959 charge la Commission « de connaître de toutes les demandes relatives aux infractions édictées à l'article 41 en ce qui concerne l'enseignement obligatoire eu égard aux lois, décrets et règlements qui définissent ces notions et à l'intérêt de l'enseignement».

---

<sup>1</sup> Article 43, § 3, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 : « La Commission communique l'avis au Gouvernement qui statue. » Concrètement, c'est le Ministre qui possède l'éducation dans ses attributions qui prend la décision, en vertu de l'article 13, § 1<sup>er</sup>, 11° de l'AGCF du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement. (Mon. b. 7 juillet 2009)

La requête doit comporter une plainte, et non une interrogation de principe, à propos de l'infraction aux dispositions de l'article 41.

L'article 7 du règlement d'ordre intérieur<sup>2</sup> de la Commission détermine le contenu de la requête : « La requête comporte un exposé succinct de la demande, accompagné de pièces justificatives. La demande et les pièces justificatives constituent un dossier. Le requérant est tenu d'envoyer son dossier, accompagné d'un inventaire des pièces justificatives, au Secrétariat de la Commission. La requête accompagnée des pièces justificatives et du compte rendu du conseil de Participation est adressée aux membres de la Commission dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet ».

L'article 13 du même règlement dispose de ce que « la requête doit avoir pour objet une pratique déloyale visée à l'article 41 de la loi ».

Aucun formalisme autre que celui de l'article 13 n'a été imposé.

### **Qui détient la saisine – qui peut solliciter la Commission**

Selon l'art. 43. §1<sup>er</sup> : « La Commission instituée à l'article 42 peut être saisie suite à requête déposée par :

1° Un chef d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française ou un Pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, lorsqu'il en aura débattu préalablement au sein du Conseil de Participation;

2° Une Association de parents ;

3° Une Organisation syndicale représentative des personnels de l'enseignement ;

4° Le Gouvernement ;

5° Un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnu par le Gouvernement.

6° Une association, organisation ou fondation ayant pour objet la défense, la recherche ou l'information des consommateurs ou de l'enseignement ».

Art. 43 § 2 : « La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit ».

---

<sup>2</sup> Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, M. B. du 12 août 2008.

L'exposé des motifs<sup>3</sup> indique que [la Commission] « permettra de clarifier enfin la situation et de répondre aux diverses sollicitations – directes ou indirectes - dont font de plus en plus l'objet les établissements scolaires, les enseignants et les élèves. Ces derniers se voient, en effet, proposer, sous le couvert d'initiatives à caractère « pédagogique » ou « éducatif » des intrusions commerciales ou publicitaires à caractère lucratif. Il en résulte un flou dommageable qui amène le Gouvernement à cadrer ces différentes situations. Le ... projet de décret apporte une réponse à cette problématique.

Le Gouvernement, suite aux avis rendus par la Commission, décidera de ce qui constitue ou non une infraction à l'article 41 et donnera tous les outils nécessaires aux acteurs de terrain afin d'apprécier la pertinence des sollicitations dont ils font l'objet... Ces infractions devront être examinées d'une part, au regard des différentes lois, décrets et règlements qui définissent ces notions (exemple : article 1er du Code de commerce qui définit l'acte de commerce) et d'autre part, eu égard à l'intérêt de l'Enseignement et à ses particularités ».

### **Composition de la Commission**

L'article 42 § 2 dispose de ce que :

« La Commission se compose :

1° De deux représentants des services du Gouvernement ;

2° De cinq représentants des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement et du directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française<sup>4</sup>;

3° De trois représentants des Services Généraux de l'Inspection ;

4° De six représentants des organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement ;

5° D'un représentant de chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement [...]

[...] La présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise. Pour les dossiers concernant les pratiques commerciales, un représentant des consommateurs siégeant au Conseil de la consommation participe aux travaux.

La Commission est présidée par un Président et un vice-président qui le supplée en cas d'absence ; tous deux sont désignés par le Gouvernement parmi les représentants des services du Gouvernement. Les mandats sont exercés durant cinq ans. Le Secrétariat de la Commission est assuré par un fonctionnaire désigné à cette fin par le Gouvernement qui, selon les mêmes modalités, désigne un secrétaire adjoint.

La composition de la Commission (année 2012) se trouve indiquée en annexe.

---

<sup>3</sup> Exposé des motifs, document n° 386 – 21 mars 2007, p. 3 et 4

<sup>4</sup> Ou son délégué.

## **Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2012**

Depuis la clôture du rapport 2011, pour ce qui concerne la période qui nous préoccupe, la Commission s'est réunie huit fois.

Elle a examiné neuf plaintes.

Dossier 2012	Nature <sup>5</sup>	Date de la requête	Date de l'avis	Date de la décision
C42/38 : « La salle de spectacle »	CD	07/10/2011	28/03/ 2012	14/05/ 2012 - accord
C42/39 : « Transports scolaires »	CD	07/10/2011	28/03/2012	14/05/2012 - accord
C42/41: "surfer en sécurité"	Com	06/12/2011	29/06/2012	31/10/2012 - accord
C42/42: « Propagande préélectorale » (calendriers)	Pol	07/02/2012	30/08/2012	31/10/2012 - accord
C42/43: « L'apprentissage de la lecture »	Com	24/05/2012		
C42/44: « Campagne par l'image »	Pol	26/06/2012	10/07/2012	04/09/2012 - accord
C42/45: « Reportage de presse »	Com	13/07/2012	30/08/2012	31/10/2012 - accord
C42/46: « Propagande à rebours »	Pol	10/09/2012	10/10/2012	22/01/2013 - accord
C42/47 : « Propagande : les masques »	Pol	07/02/2012	30/08/2012	31/10/2012- accord

Le tableau indique la date d'introduction de la plainte, sa nature dans le contexte de l'article 41, la date à laquelle la Commission a rendu un avis et la date à laquelle l'autorité ministérielle a prononcé sa décision.

On voudra bien remarquer que deux dossiers, introduits en 2011, qui n'avaient pas encore donné lieu à un avis, à savoir le dossier C42/38 « La salle de spectacle » et le dossier C42/39 « Transports scolaires » ont donné lieu à un avis et à une décision durant l'exercice 2012.

La Commission a donc eu l'occasion de rendre huit avis<sup>6</sup>. Deux avis concernent les matières commerciales, trois dossiers concernent la matière de la concurrence entre établissements et enfin trois dossiers ont eu trait à l'interdiction de la propagande politique.

## **Chapitre 2 : Etude des dossiers**

### **Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis**

Comme précédemment, certains extraits ont été cités afin d'illustrer le contenu du présent rapport. Ces extraits ont été adaptés grammaticalement à la concordance des temps. Ils doivent se comprendre aussi à la lecture de l'avis en entier. Le lecteur trouvera donc en annexe du présent rapport le texte complet des 9 avis prononcés par la Commission.

<sup>5</sup> Nature ou domaine, procédant du champ d'application rationae materiae :

Pol : activité politique ;

Com : activité commerciale ;

CD : concurrence déloyale

<sup>6</sup> Dont décision en 2012.

Il convient encore de formuler deux remarques importantes :

D'une part, conformément au prescrit de l'article 42, §3, alinéa 3, de la loi déjà citée, « [...] le rapport ne comporte aucune mention permettant d'identifier les établissements scolaires concernés ».

D'autre part, le nom des firmes ou des sociétés commerciales impliquées dans certains cas examinés par la Commission n'a été indiqué que par une initiale suivie de trois astérisques.

Aussi, les noms ont été supprimés et les mentions permettant une identification de ces noms ont été soit supprimées, soit adaptées dans la perspective de garder un texte lisible mais fidèle.

## **Section 2 : Les activités commerciales**

### **1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973.**

L'article 41, alinéa premier, tel qu'il est formulé, énonce un principe d'interdiction : « Toute activité commerciale [est] interdite [...] dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés. »

### **2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ?**

La loi de 1973 précitée n'a apporté aucune définition du concept d'activité commerciale. Comme indiqué dans le précédant rapport, les membres peuvent – et doivent- se référer à la définition de l'acte de commerce contenue dans le Code de commerce, ainsi qu'aux concepts de droit économique belge et international en vigueur.

Dans le domaine commercial, la Commission a eu à connaître de deux affaires, que nous nous proposons de détailler en page suivante.

**C42/41 : « Surfer en sécurité »**

Avis prononcé à la réunion du 29 juin 2012 – décision ministérielle : accord le 31 octobre 2012.

**Fondation d'utilité publique – sensibilisation des jeunes à la sécurité sur Internet - logos des sponsors – discrétion – aspects pédagogique positifs – non-violation de l'art. 41.**

Madame la Ministre fit connaître à l'administration qu'elle se trouvait interpellée par le député Marc ELSÉN à propos de l'initiative d'une fondation d'utilité publique d'organiser une journée de sensibilisation à la sécurité sur Internet dans 115 écoles (Ces journées sont organisées durant l'année scolaire).

Saisis de la demande, les membres convinrent, dans un premier temps, de recueillir des renseignements à propos de cette initiative, afin de pouvoir disposer d'une première base de réflexion pour analyser l'espèce en question. Les membres entendirent les différents protagonistes du dossier, notamment les principaux sponsors de l'opération, qui se trouvaient être des sociétés commerciales, mais aussi les membres de la fondation elle-même, ainsi que le CSEM<sup>7</sup>.

Afin de pouvoir disposer d'un maximum d'éclairage avant de rendre un avis, les membres ont également souhaité solliciter l'avis de l'inspection au sujet de l'intérêt pédagogique du contenu des documents qui accompagnent les animateurs au cours de la campagne de formation organisée par la fondation, puisque ces animations n'étaient pas dépourvues d'un certain aspect didactique.

Les membres de la Commission ont donc pris connaissance du contenu du rapport et ont été unanimement d'avis que, si l'initiative comporte un aspect indéniablement commercial, cet inconvénient, s'il en est, se trouve compensé par certains avantages sur un plan pédagogique, qui sont susceptibles de rejoindre les buts assignés par le décret mission de faire des enfants des citoyens dotés d'un esprit critique, y compris face aux développements des médias, et que, partant, elle constituait une pratique qui, dans les conditions décrites, ne violait pas l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

**C42/43 : « L'apprentissage de la lecture »**

Le demandeur a suspendu sa demande.

---

<sup>7</sup> CSEM = Conseil supérieur de l'Education aux médias.



**C42/45: « Reportage de Presse »**

Avis prononcé à la réunion du 30 août 2012 – décision ministérielle : accord le 31 octobre 2012.

**Appel à projets pour l'utilisation innovante des TIC - article de presse relatant la démarche d'un établissement et citant une marque de tablette tactiles - promotion de la démarche davantage que celle du fabricant - absence d'infraction à l'art 41.**

Une plainte fut déposée contre un article de presse intitulé : « les [tablettes tactiles] arrivent, mais les cahiers n'iront pas au feu... ». L'article citait explicitement le nom du fabricant. Cet article comportait un encadré intitulé « l'appel à projet Ecole numérique soutient la démarche de [l'établissement incriminé] et d'[une autre école] ».

Dans le contexte où un appel à projets, voulu par l'autorité ministérielle, pour l'utilisation innovante des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) dans l'Enseignement, est adressé par circulaire<sup>8</sup> à tous les établissements scolaires, et que cet appel à projet encourage les écoles à initier les jeunes aux innovations informatiques, les membres ont estimé qu'en l'occurrence, l'établissement témoigne de sa participation au projet numérique, et que ce n'est pas parce que l'établissement utilise des [tablettes tactiles untel] qu'il fait délibérément de la publicité pour la marque. Ils ont également estimé que la preuve n'est pas davantage rapportée que le publi-reportage contenu dans l'article de presse constituait une publicité déloyale vis-à-vis d'autres établissements. Aussi émirent-ils l'avis, à l'unanimité, que la publicité que l'école s'est attribuée dans l'article de presse n'était pas en infraction avec le prescrit de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

---

<sup>8</sup> Voir la circulaire n°3765 du 14 octobre 2011 « école numérique » - appel à projets.

### **Section 3 : les activités politiques**

« Il fut jugé souhaitable que les différences de conception (qu'elles soient philosophique ou politiques) ne puissent – dès les bancs de l'école - déclencher les conflits qui, assez tôt, divisent les hommes<sup>9</sup> ».

#### **C42/42: « Propagande préélectorale » (calendriers)**

Avis prononcé à la réunion du 30 août 2012 – décision ministérielle : accord le 31 octobre 2012.

#### **Distribution de calendrier dans une école - effigie d'un responsable - effigie d'un mandataire politique - propagande politique**

Une plainte concernant la distribution de calendriers à l'effigie d'un responsable scolaire – et cette personne était également un élu local, fut déposée sur le bureau de la commission. Ces calendriers, accompagnés de friandises, étaient remis aux enfants de plusieurs établissements d'une région déterminée.

Dans la mesure où il fut attesté que les responsables des écoles auditionnées avaient autorisé cette pratique, et qu'elle avait lieu dans un établissement scolaire, les membres furent d'avis qu'il y avait là une pratique de propagande politique telle qu'elle était proscrite par l'article 41 du pacte scolaire.

#### **C42/44: « Campagne par l'image »**

Avis prononcé à la réunion du 10 juillet 2012 – décision ministérielle : accord le 4 septembre 2012.

#### **Chef d'établissement et candidat aux élections - site internet du candidat - site de l'école - le site de l'école ne mène pas à celui du candidat - absence de propagande politique au sens de l'article 41 du pacte scolaire.**

Un chef d'établissement se trouvait être en même temps candidat aux élections. Son site internet, au moyen duquel il étayait sa campagne, révélait sa fonction et renvoyait vers le site de l'établissement. Comme la personne incriminée n'avait pas fait la promotion de sa campagne à partir du site Internet de l'établissement scolaire, la Commission fut d'avis qu'il n'était pas établi que ce fait était constitutif de propagande politique dans un établissement scolaire.

---

<sup>9</sup> Commentaire de l'article 41 du Pacte scolaire, in POUBAIX Henri, Le Pacte scolaire, un point de départ, Bruxelles, Dutilleul, 1960 ( ? ), p 88.

**C42/46: « Propagande à rebours »**

Avis prononcé à la réunion du 10 octobre 2012 – décision ministérielle : accord le 22 janvier 2013.

**Expression de mécontentement envers l'autorité locale d'une personne relevant de l'enseignement – tournure politique de cette expression – contexte des élections - infraction au Pacte scolaire**

Un chef d'établissement, mécontent à propos du déplacement de la date d'une fête enfantine qui devait se dérouler dans une salle communale, écrivit aux parents en ces termes : « à vous peut-être de choisir lors des prochaines élections les personnes qui ont, tant soit peu, un esprit d'ouverture à la culture pour toutes les catégories de population. Nous espérons de tout cœur que le nouvel échevin en charge de la culture tiendra compte, dès l'année prochaine, des souhaits des écoles ».

Le collège communal eut connaissance de ce courrier, et déposa plainte auprès de la Commission, arguant qu'il y avait-là un fait de propagande politique. Le chef d'établissement se défendit d'être intervenu pour souhaiter un changement de majorité politique particulier dans la Commune incriminée. Malgré tout, les membres furent majoritairement d'avis que ses propos avaient pris une tournure politique, car il était bien question des élections dans la lettre. Il y avait donc là matière à infraction à l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

**C42/47: « Propagande: les masques »**

Avis prononcé à la réunion du 30 août 2012 – décision ministérielle : accord le 31 octobre 2012.

**Invitation à un concours de masques organisé par un parti politique –distribution dans un établissement scolaire - propagande politique -infraction au Pacte scolaire.**

Une plainte qui concernait une invitation à participer à un concours de masques de carnaval fut déposée sur le bureau de la commission. Cette invitation fut distribuée dans un établissement scolaire d'une région déterminée, par une enseignante qui protesta de n'avoir pas été attentive au fait que l'invitation revêtait un aspect d'appartenance politique. Malgré cet argument, les membres furent d'avis qu'il y avait là une pratique de propagande politique telle qu'elle était proscrite par l'art 41 du pacte scolaire.

## Section 4 : La concurrence déloyale

### Qu'est-ce que la concurrence déloyale ?

Le Pacte scolaire interdit les pratiques déloyales dans la concurrence entre établissements pour éviter que ne se rallume la guerre scolaire.

La concurrence déloyale est susceptible d'être examinée sous un angle double :

D'une part, la Commission examine si le fait dénoncé est susceptible d'aller directement à l'encontre du prescrit de l'article 41 qui précise en son alinéa 2 que « Toute pratique déloyale est ... interdite dans la concurrence entre [l]es établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement ». L'année 2012 en a connu deux exemples, car deux plaintes ont été introduites de ce chef.

D'autre part, pour mémoire, la Commission peut évaluer si le fait qui est soumis à son examen peut aller à l'encontre du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire. Ce texte érige en infraction à l'article 41 certaines pratiques : celles de divulguer les résultats de l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire. Cependant, l'année 2012 n'a vu aucune plainte introduite sous cet aspect-là.

#### **C42/38: « La salle de spectacle »**

Avis prononcé le 28 mars 2012 - Décision ministérielle le 14 mai 2012 (accord)

**Projet d'aménagement de la salle de spectacle d'un établissement scolaire avec une autorité publique - absence d'intention de conclure - absence de concurrence - d'autant moins déloyale - non application de l'art 41.**

Cette plainte concerne un projet [d'une autorité publique] de passer une convention avec [un établissement scolaire] en vue d'aménager la salle de spectacle de cet établissement. Son intention aurait été d'y organiser des événements culturels. Cette plainte provenait d'un établissement d'un autre réseau d'enseignement que le premier.

Souhaitant davantage d'éclaircissements, les membres ont souhaité que l'Administration interroge l'établissement incriminé au sujet de la plainte. Par retour de courrier celui-ci répondit qu'il n'entrait pas dans ses intentions de se dessaisir de sa salle de spectacle.

Les membres purent en conclure qu'aucun fait n'avait été retenu comme contraire au prescrit de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959, et que par conséquent il n'y avait pas matière à pratique déloyale.

**C42/39: « Transports scolaires »**

Avis prononcé le 28 mars 2012 - Décision ministérielle le 14 mai 2012 (accord)

**Acquisition du car par un établissement scolaire - pas destiné au ramassage des élèves - pas matière à concurrence - encore moins déloyale - non application de l'article 41.**

Une plainte concernant un projet d'organisation de transport scolaire fut déposée par un chef d'établissement, inquiet de voir qu'un "concurrent" venait d'acquérir un autocar.

La Commission demanda que l'Inspection diligente une mission d'enquête sur place, afin d'être plus amplement renseignée.

Selon le rapport de l'Inspecteur, il s'avéra que l'autocar n'était pas utilisé pour amener les élèves à l'école puis les reconduire à leur domicile. Il ne constituait pas un élément susceptible d'influencer le choix entre tel ou tel établissement scolaire. L'article 41 énonçant que : « *toute pratique déloyale est ... interdite dans la concurrence entre [les] établissements* », les membres considérèrent unanimement qu'il n'y avait pas là matière à concurrence déloyale car le car n'était pas utilisé par l'établissement aux fins de ramassage scolaire.

Aussi, les membres émirent unanimement l'avis que la pratique dénoncée ne constituait pas une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

Ensuite de cet exposé, comme par le passé, le lecteur trouvera en annexe II du présent rapport le texte des différents avis qui viennent d'être exposés. Ce texte a été rédigé compte tenu des remarques formulées au début du chapitre 2. Nous vous en souhaitons une lecture agréable.

La Présidente,

Le Secrétaire

Lise-Anne HANSE,  
Directrice générale

Jean-Michel Crabbé  
Directeur

## Annexe I

### Composition au 1<sup>er</sup> janvier 2012 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 juin 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Représentant les services du Gouvernement :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
MME. Lise-Anne HANSE, Directrice générale de l'Enseignement obligatoire, AGERS		M. Jacques VANDERMEST, Directeur, AGERS	
MME. Claudine LOUIS, Directrice générale adjointe, AGERS		M. Fabrice AERTS-BANCKEN, Directeur général adjoint a.i., AGERS	

Représentant les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
MME Emmanuelle HAVRENNE, SEGEC		MME Anne METHENS, SEGEC	
MME Bénédicte BEAUDUIN, SEGEC		MME Nathalie DASNOY SEGEC	
MME Reine-Marie BRAEKEN, CECF		MME Isabelle BLOCRY, CECF	
M. Roberto GALLUCCIO, CPEONS		M. Philippe DEMIESSE, CPEONS	
M. Michel BETTENS, FELSI		M. Raymond VANDEUREN, FELSI	

Le Directeur général adjoint du Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française ou son délégué ;

M. Didier LETURCQ		M. David MAIRE	
-------------------	--	----------------	--

Représentants les Services généraux de l'Inspection :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
M. Daniel PLAS		M. Etienne MICHA	
M. Marc GUILLAUME		M. Philippe DELFOSSE	
M. André CAUSSIN		M. Jean-Paul HOGENBOOM	

Représentant les organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
M. Pascal CHARDOME, CGSP Enseignement		M. Philippe JONAS, CGSP Enseignement	
M. Bernard DE COMMER, SETCa		M. Joan LISMONT, SETCa	
MME Laurence MAHIEUX, CSC-Enseignement		MME Marie LAUSBERG, CSC-Enseignement	
M. Charles MALISOUX, CSC-Enseignement		MME Anne-Françoise VANGANSBERGT, CSC-Enseignement	
M. Guy LARONDELLE, SLFP		MME. Pascale VANDER STRAETEN, SLFP	
M. Marc WILLAME, A.P.P.E.L.		M. Jean-François GHYS, A.P.P.E.L.	

Représentant chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
M. Michael LONTIE, UFAPEC		MME Julie FERON, UFAPEC	
MME Marie-Christine LINARD, FAPEO		M Anthony ESCOLE, FAPEO	

Personnes présentes en qualité de : Techniciens

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
M. Marc VANDERCAMMEN Directeur général CRIOC		MME Morgane CAMINITI, CRIOC	

**Secrétaire : Jean-Michel CRABBÉ, Directeur**

## **Annexe II - texte des avis prononcés en 2012**

### ***Les activités commerciales***

#### **C42/41 : « Surfer en sécurité »**

Avis prononcé à la réunion du 29 juin 2012

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 31 octobre 2012

Considérant que, le 6 décembre 2011, Madame la Ministre fit connaître à l'Administration qu'elle se trouvait interpellée par un membre du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que celui-ci l'interrogea à propos d'une initiative d'une certaine fondation d'utilité publique d'organiser une journée de sensibilisation à la sécurité sur Internet dans 115 écoles ;

Considérant que deux entreprises se trouvaient être associés à l'opération ;

Considérant que la première entreprise est une entreprise publique autonome qui ressort de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ;

Considérant que les actes des entreprises publiques autonomes sont réputés commerciaux de par cette loi ;

Considérant que la seconde entreprise est une société commerciale ;

Considérant que la question de Monsieur le député porte notamment sur la compatibilité de cette initiative de la fondation avec l'article 41 du Pacte scolaire ;

Considérant que les membres de la Commission se sont réunis à plusieurs reprises afin d'examiner le dossier, nantis d'un maximum d'éclairage ;

Considérant que la fondation place son action dans la perspective européenne de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs ;

Considérant que les délégués de la fondation exposent qu'il n'est pas question de se substituer aux enseignants, mais d'initier les enfants aux activités en ligne, en analysant les pièges que la navigation sur le Web peut comporter ;

Considérant que les différents supports qui servent aux formations, tels que remis aux enfants et aux enseignants, ont fait l'objet d'un examen par les membres de la Commission et par les membres du service de l'Inspection ;



Considérant que ces supports, de nature essentiellement électronique, sous forme d'affichettes, de brochures ou de « PowerPoint » permettant un exposé, comportent régulièrement des logos ;

Considérant que ces logos émanent de différents sponsors qui soutiennent l'initiative ;

Considérant que certains d'entre eux ressortissent du secteur public, notamment l'Union européenne, le Gouvernement flamand, le centre flamand d'expertise sur la santé sexuelle (SENSOA), soutenu par l'autorité flamande;

Considérant que certains logos sont ceux de sociétés commerciales, telles que notamment la première et la seconde entreprise ;

Considérant que l'initiative de la fondation comporte de fait un certain aspect commercial ;

Considérant que la Commission constate toutefois que les partenaires commerciaux mentionnés comme première et seconde entreprise apportent des ressources humaines pour présenter les supports didactiques conçus par la fondation ;

Considérant que les logos des différents sponsors apparaissent sur les supports de manière très discrète ;

Considérant que le contenu des documents dont se munissent les animateurs au cours de leur campagne de formation dans les établissements scolaire a fait l'objet d'un examen par l'inspection ;

Considérant que le rapport d'inspection, daté du 24 mai 2012, est globalement favorable à l'aspect pédagogique des supports, moyennant un certain nombre de remarques d'améliorations ponctuelles ;

Considérant que la Commission souligne que le rapport retient des aspects positifs ;

Considérant que, parmi ces aspects positifs, à propos des dossiers consacrés à l'enseignement primaire, on peut notamment retenir les éléments suivants :

- Parmi les dossiers pédagogiques proposés, le dossier « Chatter sans risque » développe la prudence, la prévoyance, l'esprit critique et la responsabilisation de l'enfant ;
- Le dossier « Internet : comment s'amuser en toute sécurité », qui se présente sous forme de PowerPoint, s'avère un document utile, concis, concret qui amène les valeurs de bon sens, de vigilance, d'esprit critique, d'autonomie, de respect de soi et des autres, d'honnêteté, de confiance, de responsabilité ;

Considérant que, parmi ces aspects positifs, à propos des dossiers consacrés à l'enseignement secondaire, on peut retenir les éléments suivants :

- le dossier pédagogique « Réfléchis avant de publier » couvre bien la sensibilisation des jeunes au respect de la vie privée sur le web et sur les meilleurs moyens de la protéger, car il présente des aspects généraux compatibles avec les socles de

compétences nécessaires à l'insertion sociale des élèves, avec des aspects de citoyenneté, avec la promotion de la confiance en soi et du développement de la personnalité de chacun des élèves par des activités valorisant le goût pour la recherche et la réflexivité ;

Considérant que ces aspects positifs sont compatibles avec les buts assignés par le décret mission de faire des enfants des citoyens dotés d'un esprit critique, y compris face au développement des médias ;

Considérant que la fondation a remis aux enseignants une clé USB sur laquelle les documents analysés figurent : ce qui signifie que les enseignants restent libres de les utiliser ou non ;

Considérant que parmi les documents figure une lettre à destination des parents, ce qui fut considéré par les membres comme un aspect purement formel de la démarche de la fondation, si ce n'est que les représentants des différents partenaires ont accepté le principe de ne plus y faire apparaître leur logo dans l'avenir ;

Considérant que l'examen de ceux-ci montrent qu'il s'agit d'outils «prêts à l'emploi » conçus dans une perspective pédagogique d'exercice de compétences au sens où l'Inspection l'entend généralement, ce qui peut laisser présager un usage intensif étant donné l'absence d'autres outils équivalents ;

Considérant que l'analyse de l'article 41 n'interdit pas de tenir compte, en l'espèce, des aspects positifs de l'initiative mise sur pieds par la fondation ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que l'initiative qui consiste à proposer des journées de sensibilisation à la sécurité sur internet dans un certain nombre d'établissements scolaires, constitue une pratique qui, dans les conditions décrites, ne viole pas l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

## **C42/45 : « Reportage de Presse »**

Avis prononcé à la réunion du 30 août 2012

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 31 octobre 2012

Considérant qu'une note a été adressée à l'administration par Madame Marie-Dominique SIMONET, Ministre de l'Enseignement obligatoire, le 13 juillet 2012 ;

Considérant que cette note contient [une] plainte adressée [par un requérant] à Madame la Ministre au moyen d'un message électronique, relative à « un publi-reportage [dans un établissement scolaire déterminé] » ;

Considérant que la plainte est accompagnée de la copie d'un article [de presse], dont ne se cache pas l'établissement] ;

Considérant que l'article s'intitule : « les [tablettes tactiles] arrivent, mais les cahiers n'iront pas au feu... » et que l'article cite effectivement le nom du fabricant ;

Considérant qu'en effet on peut consulter un fichier contenant copie de l'article sur le site internet de l'établissement ;

Considérant que l'on peut également consulter sur ce même site un [certain] article [d'un journal destiné aux enseignants] ;

Considérant que la consultation de cet article montre un encadré intitulé « l'appel à projet Ecole numérique soutient la démarche de [l'établissement incriminé] et d'[une autre école] » ;

Considérant que la lecture de cet encadré permet de situer indirectement le contexte dans lequel l'établissement incriminé est cité dans [l'article de presse] ;

Considérant également la circulaire n°3765 du 14 octobre 2011 « école numérique » - appel à projets ;

Considérant que cette circulaire contient un appel à projets pour l'utilisation innovante des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) dans l'Enseignement ;

Considérant que cet appel est adressé à toutes les écoles de l'enseignement maternel, primaire, secondaire, ordinaire et spécialisé, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur (catégorie pédagogique) ;

Considérant que cet appel à projet encourage les écoles à initier les jeunes aux innovations informatiques ;

Considérant que « l'école numérique » fait partie du projet d'établissement de [l'établissement incriminé] ;

Considérant que la plainte est rédigée comme si « la publicité était donc permise à l'école », au dire du requérant ;

Considérant que l'intitulé de l'article de [presse], appelé « publi-reportage », laisse penser qu'il s'agit moins du reportage d'un journaliste que d'une publicité en faveur d'un établissement scolaire rédigée sous forme d'article de presse ;

Considérant que l'on peut déplorer cet aspect de l'article [en question] mais qu'en l'occurrence l'établissement témoigne également de sa participation au projet numérique ;

Considérant que ce n'est pas parce que l'établissement utilise des [tablettes tactiles untel] qu'il fait délibérément de la publicité pour la marque ;

Considérant que la preuve n'est pas davantage rapportée que le publi-reportage contenu dans l'article de presse constitue une publicité déloyale vis-à-vis d'autres établissements;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que la publicité que l'école s'est attribuée dans l'article de [presse] n'est pas en infraction avec le prescrit de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

Ainsi prononcé à la réunion du 10 octobre 2012.

## **Les activités politiques**

### **C42/42 – « Propagande préélectorale » (calendriers)**

Avis prononcé à la réunion du 30 août 2012

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 31 octobre 2012

Considérant que, par son interpellation du 7 février 2012, un député du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles interrogea Madame Marie-Dominique SIMONET, Ministre de l'enseignement obligatoire à propos de certains soupçons de propagande politique dans les établissements d'un certain ressort ;

Considérant qu'en l'espèce il était notamment question de distribution dans ces écoles d'un calendrier à l'effigie d'un mandataire local ;

Considérant que, conformément à l'article 43, §2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'Enseignement, « la Commission ... peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit » ;

Considérant que, réunis en leur séance du 28 mars 2012, les membres se sont saisis du dossier;

Considérant que l'article 41, alinéa 1<sup>er</sup> énonce notamment que : « *Toute activité et propagande politique ... sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés* » ;

Considérant qu'au cours de cette séance, Madame Lise-Anne HANSE, Directrice générale et Présidente de la Commission, fit savoir aux membres qu'une enquête avait été diligentée afin d'obtenir davantage d'éclaircissements à propos des soupçons évoqués par Monsieur le député communautaire ;

Considérant qu'au cours de leur séance du 1<sup>er</sup> juin 2012, les membres prirent connaissance du rapport d'inspection rédigé par Mesdames Rita AUPAIX, Inspectrice de l'Enseignement maternel et Véronique FERMEUS, Inspectrice de l'enseignement primaire, au cours de leur mission des 16 et 18 avril 2012 ;

Considérant que ce rapport était accompagné d'un exemplaire du calendrier litigieux, emballé avec un petit sachet de bonbons aux fruits – sachet dénué de la moindre marque commerciale - destinés aux enfants;

Considérant que le rapport mentionnait également que six établissements de la région avaient fait l'objet de visites de l'inspection, et que leurs chefs d'établissement avaient été auditionnés ;

Considérant que le rapport indiquait que « les six directions des écoles auditionnées ont déclaré avoir autorisé la remise des bonbons avec calendrier à l'effigie de la personne dont question plus haut » ;

Considérant qu'il est mentionné que « cette distribution a eu lieu à sa demande même » ;

Considérant que les membres peuvent donc en conclure qu'il y a là manifestement une infraction au prescrit de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que la pratique dénoncée constitue une pratique de propagande politique au sens de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

### **C42/44 : « Campagne par l'image »**

Avis prononcé à la réunion du 10 juillet 2012

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 4 septembre 2012

Considérant qu'un père de famille s'adressa le 26 juin 2012 au secrétariat de la Commission pour exprimer son indignation d'apercevoir la photo de ses enfants – et celles d'autres - utilisée manifestement à des fins électorales sur le site Internet [d'un membre du personnel enseignant] qui se portait candidat en vue des élections d'octobre 2012 ;

Considérant que la plainte indique également que le site Internet [de cette personne] comportait des liens hypertextes qui menaient directement au site Internet de l'école dont il ne cachait pas qu'il [y était en fonction] ;

Considérant que le requérant souhaitait garder l'anonymat, car ses enfants se trouvaient précisément scolarisés dans l'école concernée ;

Considérant qu'en l'espèce, Monsieur X\*\*\*, [candidat aux élections], se présente sur son site internet comme « nommé [dans telle fonction dans tel établissement] » ;

Considérant que les « liens utiles » de ce site Internet renvoient sur le site de l'école ;

Considérant que, conformément à l'article 43, §2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'Enseignement, « la Commission ... peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit » ;

Considérant que, réunis au cours de leur séance du 29 juin 2012, les membres furent informés de cette circonstance, sans que l'examen de l'espèce ne figurât à l'ordre du jour ;

Considérant que les membres émirent le souhait qu'un courrier soit adressé [au responsable] de l'établissement dont il est question plus haut, afin de connaître sa réaction par rapport aux faits allégués ;

Considérant que, réunis en leur séance du 10 juillet 2012, les membres se sont saisis du dossier ;

Considérant qu'au cours de cette même séance, les membres ont pris connaissance d'un courrier [du responsable de l'établissement] envoyé au Secrétariat de la Commission le 6 juillet 2012 sous forme de télécopie ;

Considérant que, par ce courrier, [le responsable de l'établissement], confirme qu'il a paru adéquat de supprimer les liens Internet litigieux, afin d'éviter tout rapport entre la qualité de [membre du personnel enseignant] et son activité politique ;

Considérant que ce courrier révèle également qu'il a été demandé à [cet enseignant] de supprimer les photographies d'enfants ;

Considérant que les membres constatent que les faits litigieux ont cessé ;

Considérant que, bien que les faits litigieux aient cessé, il n'en demeure pourtant pas moins que ces faits existaient au moment où la plainte fut émise ;

Considérant que cette circonstance amène les membres à se demander si, à ce moment précis donc, les faits pouvaient être considérés comme contraire au prescrit de l'article 41 ;

Considérant le prescrit de l'article 41, alinéa 1<sup>er</sup> qui énonce notamment que : « *Toute activité et propagande politique ... sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés* » ;

Considérant qu'en ce qui concerne les liens litigieux, qui figuraient dans les « liens utiles » du site de l'intéressé, les membres constatent qu'ils mènent vers le site de l'établissement scolaire et ne vont pas dans le sens contraire, de l'établissement scolaire au site créé par [l'enseignant] à l'occasion des élections ;

Considérant que, comme [la personne incriminée] n'a pas fait la promotion de sa campagne à partir du site Internet de l' [établissement où il exerce des fonctions], et que donc, il n'est pas établi que ce fait est constitutif de propagande politique dans un établissement scolaire ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que les faits litigieux ne rentrent pas dans la définition énoncée par l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

## **C42/46 : « Propagande à rebours »**

Avis prononcé à la réunion du 10 octobre 2012

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 22 janvier 2013

Considérant que, le 10 septembre 2012, [le responsable d'un établissement scolaire] écrit aux parents d'élèves une lettre pour manifester son mécontentement à propos de la date de la fête enfantine, placée par l'autorité municipale dans la salle des fêtes communale, [à une] date qu'il estima inopportune dans le calendrier scolaire ;

Considérant qu'il en fit parvenir une copie à la commune de S\*\*\* ;

Considérant que [...], le collège communal, prenant connaissance de ce courrier, souhaite introduire une requête auprès de la Commission créée à l'article 42 du Pacte scolaire, au motif que ce courrier contreviendrait au prescrit de l'article 41 ;

Considérant que l'article 41, alinéa 1<sup>er</sup> énonce que « toute activité et propagande politique ... [est] interdite dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés » ;

Considérant qu'à la lecture de ce courrier, les membres estiment que les propos du chef d'établissement contiennent une déclaration d'ordre politique;

Considérant que le chef d'établissement écrit aux parents : « à vous peut-être de choisir lors des prochaines élections les personnes qui ont, tant soit peu, un esprit d'ouverture à la culture pour toutes les catégories de population. Nous espérons de tout cœur que le nouvel échevin en charge de la culture tiendra compte, dès l'année prochaine, des souhaits des écoles » ;

Considérant que les membres [d'une organisation de représentation de certains pouvoirs organisateurs] informent la Commission du contexte dans lequel le chef d'établissement aurait écrit cette lettre ;

Considérant que l'intéressé ne serait pas intervenu pour souhaiter un changement de majorité politique particulier dans la Commune de S\*\*\* ;

Considérant que son souci était d'un autre ordre et qu'il a écrit la lettre incriminée dans le contexte de la programmation de la fête dont il est question ;

Considérant que la lettre doit être lue dans le cadre d'un projet autorisé par Madame la Ministre de l'enseignement Marie-Dominique SIMONET, projet qui a bénéficié de subsides et d'un accompagnateur culturel ;

Considérant que d'après les membres de [l'organisation citée], le chef d'établissement aurait décelé une réticence de la part de la majorité communale ;



Considérant que la lettre ne ferait rien d'autre que d'exprimer le souhait du changement de la politique culturelle des édiles et non un changement de couleur politique particulier ;

Considérant cependant que les membres sont d'avis la lettre du chef d'établissement a été rédigée avec maladresse, certes, mais que néanmoins ses propos ont pris une tournure politique, car il est bien question des élections dans la lettre ;

Considérant que, majoritairement, pour les raisons exprimées plus haut, les membres sont d'avis de constater que les éléments constitutifs du non-respect de l'interdiction formulée dans l'article 41 précités sont réunis ;

Emettent l'avis, à la majorité, en vertu de ce même article, que la pratique dénoncée par les deux requérants précités constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 1 de la loi du 29 mai 1959.

### **C42/47 – « Propagande préélectorale » (le concours des masques)**

Avis prononcé à la réunion du 30 août 2012

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 31 octobre 2012

Considérant que, par son interpellation du 7 février 2012, un député du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles interrogea Madame Marie-Dominique SIMONET, Ministre de l'enseignement obligatoire, notamment à propos de certaines invitations aux couleurs politiques à participer à un concours dans une certaine région ;

Considérant que, conformément à l'article 43, §2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'Enseignement, « la Commission ... peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit » ;

Considérant que, réunis en leur séance du 28 mars 2012, les membres se sont saisis du dossier;

Considérant que l'article 41, alinéa 1<sup>er</sup> énonce notamment que : « *Toute activité et propagande politique ... sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés* » ;

Considérant qu'au cours de cette séance, Madame Lise-Anne HANSE, Directrice générale et Présidente de la Commission, fit savoir aux membres qu'une enquête avait été diligentée afin d'obtenir davantage d'éclaircissements à propos des soupçons évoqués par Monsieur le député ;

Considérant qu'au cours de leur séance du 1<sup>er</sup> juin 2012, les membres prirent connaissance du rapport d'inspection rédigé par Mesdames Rita AUPAIX, Inspectrice de l'Enseignement maternel et Véronique FERMEUS, Inspectrice de l'enseignement primaire, au cours de leur mission des 16 et 18 avril 2012 ;

Considérant que parmi les annexes du rapport figurait une copie de l'invitation, intitulée « concours de masques de carnaval – bonne chance à tous – organisé par le comité d'un parti politique local » ;

Considérant que le rapport mentionnait également que 7 établissements scolaires avaient fait l'objet de visite de l'inspection, et que sept chefs d'établissement avaient été auditionnés ;

Considérant que seul un établissement auditionné est concerné par l'invitation litigieuse ;

Considérant qu'en ce qui concerne la direction de cet établissement, qui appartient à un réseau d'enseignement déterminé, elle « déclare avoir remis les invitations suite à la demande d'une enseignante de la section secondaire de son école, membre de la section locale du Comité du parti politique incriminé », et qu'elle dit n'avoir pas été attentive au fait que l'invitation revêtait un aspect d'appartenance politique ;

Considérant que le procès-verbal d'audition indique qu'« un membre du parti visé a sollicité la direction pour distribuer l'invitation à tous les élèves », mais qu'« après réflexion et discussion avec les enseignants, il a été convenu de ne pas distribuer le document ». Que « cependant, une enseignante intérimaire de l'école n'a pas compris la consigne et l'a distribué aux élèves de sa classe » ;

Considérant que les membres doivent donc en conclure qu'il y a là une infraction au prescrit de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que la pratique dénoncée constitue une pratique de propagande politique au sens de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959.

## ***La concurrence déloyale***

### **C42/38 : « La salle de spectacle »**

Avis prononcé à la réunion du 28 mars 2012

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 14 mai 2012

Considérant que, par sa note du 14 septembre 2011, Monsieur Didier LETURCQ, Directeur général adjoint du Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française, transmet à la Commission, via Madame la Ministre, une plainte émise par [un chef d'établissement] ;

Considérant que cette plainte, datée du 16 août 2011, concerne un projet [d'une autorité publique] de passer une convention avec [un autre établissement scolaire] en vue d'aménager la salle de spectacle de cet établissement afin d'y organiser des événements culturels;

Considérant que, réunis en leur séance du 18 novembre 2011, les membres se sont saisis du dossier ;

Considérant qu' [un membre de la Commission] mentionne qu'il a pris contact avec les responsables de l'établissement incriminé ;

Considérant que ces derniers déclarent n'être nullement au courant de ce projet et qu'ils n'ont jamais été contactés à ce propos ;

Considérant que l'article 41 énonce notamment que : « *toute pratique déloyale est ... interdite dans la concurrence entre [les] établissements* » ;

Considérant en outre qu'aux yeux de l'article 41, il convient que le fait susceptible d'aller à son encontre se déroule dans un établissement scolaire ;

Considérant que, souhaitant davantage d'éclaircissements, les membres ont souhaité que l'Administration interroge l'établissement incriminé au sujet de la plainte ;

Considérant qu'une réponse est parvenue à Madame Lise-Anne HANSE, Directrice générale de l'Enseignement obligatoire le 8 février 2012, après que la séance du 15 février 2012 ai déjà été convoquée ;

Considérant qu'au cours de la séance du 28 mars 2012, les membres prirent connaissance de l'écrit du 8 février 2012 ;

Considérant que l'écrit mentionnait que l'établissement ne souhaitait nullement se dessaisir de la salle de spectacle ;

Considérant que les membres purent en conclure qu'aucun fait n'avait été retenu comme contraire au prescrit de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Émirent l'avis, à l'unanimité, que la pratique dénoncée ne constituait pas une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

Ainsi prononcé à la réunion du 28 mars 2012.

## **C42/39 : « Transports scolaires »**

Avis prononcé à la réunion du 28 mars 2012

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 14 mai 2012

Considérant que, par sa note du 14 septembre 2011, Monsieur Didier LETURCQ, Directeur général adjoint du Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française, transmet à la Commission, via Madame la Ministre, une plainte émise le même jour par [le chef d'établissement d'une école d'un réseau d'enseignement déterminé] ;

Considérant que cette plainte concerne la légalité d'un projet d'organisation du transport scolaire par la Commune de V\*\*\* dans le cadre de l'acquisition d'un autocar [\*\*\*] ;

Considérant que, réunis en leur séance du 18 novembre 2011, les membres se sont saisis du dossier ;

Considérant que le Secrétaire attire l'attention des membres sur le fait que la légalité de l'acte incriminé par rapport à l'article 41 n'est pas le seul argument invoqué et mais aussi une éventuelle transgression du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 de la Région wallonne relatif au transport et aux plans de déplacements scolaires ;

Considérant que la Commission se doit d'examiner la plainte uniquement sous l'angle de l'article 41 du pacte scolaire, comme le rappelle l'article 13 du Règlement d'ordre intérieur, contenu dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 : « la requête doit avoir pour objet une pratique déloyale visée à l'article 41 de la loi » ;

Considérant que l'article 41 énonce notamment que : « *toute pratique déloyale est ... interdite dans la concurrence entre [les] établissements* » ;

Considérant qu'au cours de cette séance, [un membre d'une organisation représentative d'un pouvoir organisateur] fit remarquer que le problème posé n'est pas du ressort de la Commission créée à l'article 42 du Pacte scolaire, car la réglementation sur le transport scolaire confie les litiges à des commissions particulières ;

Considérant toutefois que sous l'angle de la concurrence déloyale, la Commission reste compétente ;

Considérant que, souhaitant davantage d'éclaircissements, les membres ont souhaité qu'une mission d'information soit demandée afin d'obtenir davantage d'éclaircissements à propos de l'acquisition du car scolaire ;

Considérant qu'une réponse de Madame Arlette VANDERKELEN, Inspectrice générale de l'Enseignement fondamental est parvenue à Madame Lise-Anne HANSE, Directrice générale de l'Enseignement obligatoire le 9 février 2012, après que la séance du 15 février 2012 ait déjà été convoquée ;

Considérant qu'au cours de la séance du 28 mars 2012, les membres prirent connaissance du rapport d'inspection rédigé par Monsieur l'Inspecteur LESSUISSE ;

Considérant que, selon M. l'Inspecteur LESSUISSE, « dans les faits, l'autocar n'est pas utilisé pour amener les élèves à l'école puis les reconduire à leur domicile. Il ne constitue pas un élément susceptible d'influencer le choix entre l'école [d'un réseau A] et l'école d' [un réseau B] » ;

Considérant que les membres sont unanimement d'avis qu'il n'y a pas là matière à concurrence déloyale car le véhicule n'est pas utilisé par l'établissement aux fins de ramassage scolaire ;

Considérant que les membres peuvent donc en conclure qu'aucun fait n'a été retenu comme contraire au prescrit de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que la pratique dénoncée ne constitue pas une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959.

\*\*\*